

<http://www.snetap-fsu.fr/Les-blocages-sont-en-cours.html>



# Les blocages sont en cours

- Nos Actions - Archives - 2008-09 Archives - Juin-juillet 2009 - Blocage des centres de correction -

Date de mise en ligne : mercredi 24 juin 2009

Date de parution : 27 juin 2009

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---



24 juin - Bourcefranc

## L'intransigeance du Ministre de l'Agriculture conduit au blocage de centres de correction d'examen

En raison de la fin de non recevoir du Ministre à l'ultimatum que nous lui avons fixé pour le 11 juin, le SNETAP-[FSU](#), le [SYAC-CGT](#) et [SUD](#) Rural ont appelé les personnels à organiser le blocage des corrections d'examens, en se mettant en grève à l'occasion des sessions de correction, en organisant le blocus des centres de correction, ou par tout autre moyen pacifique.

Dès le 12 juin le centre de corrections du [CAPA](#) à Poitiers était bloqué par une trentaine de manifestants qui ont convaincu les correcteurs de ne pas participer aux corrections provoquant ainsi le report des délibérations du jury.

Le mardi 23, un certain nombre d'ateliers de corrections devaient démarrer leurs travaux. Sur ordre du cabinet les préfets avaient reçu instruction « d'assurer la sécurité des centres d'examen, y compris en ayant recours à la force publique pour faire lever les blocages ».

A Tours Fondettes, dès la veille des corrections, cinq véhicules de gendarmerie patrouillaient dans le lycée et ce matin, les manifestants, pourtant pacifiques se sont vus repousser, par les forces de l'ordre avec une violence démesurée au regard de l'attitude pacifique des manifestants.

Si les corrections ont bien eu lieu, c'est avec un encadrement policier et certains correcteurs, en signe de protestation, se sont mis en grève.

A Romans, les manifestants ont convaincu les correcteurs de ne pas pénétrer dans l'enceinte du lycée. A 13 h 30,, le chef du [SRFD](#) a re-convoqué les correcteurs, ainsi que la Police, avec instruction formelle du [DGER](#) " de faire dégager les manifestants, en cas de blocage, pour assurer la fluidité d'entrée des correcteurs ". La majorité de ces correcteurs a refusé de participer aux ateliers de correction dans de telles conditions et dans cet environnement policier. Ils ont adressé une pétition en ce sens au DGER. Les corrections prévues ce jour n'ont donc pas pu être assurées et la DGER a fait savoir que celles du lendemain seraient reportées.

Enfin, à Limoges, les membres du jury du [BTS](#) PA et du BTS AQUA, pleinement conscients de la gravité de la situation et de leurs responsabilités, ont décidé de perturber la correction de cet examen national et ont exigé du

Ministre qu'il agisse, en faveur de l'enseignement agricole public. Nous venons d'être informés que les membres du jury ont reconduit leur mouvement aujourd'hui 24 juin.

Une opération de blocage est en cours également à Bourcefranc.



**Bourcefranc - 24 juin 2009** Après que les manifestants ont été délogés par la force, quelques correcteurs pénètrent dans le centre sous la protection des gendarmes.

Encore une fois, il n'est pas dans notre intention, loin de là, que cette situation s'éternise. Mais nous rappelons que c'est l'entêtement du Ministre à ne pas entendre les inquiétudes des personnels, les attentes des parents et des élèves, qui est responsable de la situation. Chacun doit être conscient qu'à ce stade, le climat ne pourra s'apaiser sans un signe fort du Ministre. Le remaniement ministériel qui va intervenir prochainement, doit en fournir l'occasion.

Nous ne pouvons que condamner un tel déploiement de force, qui a transformé des établissements d'enseignement en camps retranchés. Plutôt que d'ouvrir le dialogue, le Ministre, par son intransigeance, fait le choix du passage en force et de l'affrontement. Jamais nous n'avons voulu cela, et le climat aujourd'hui est révélateur de la violence de la politique menée par le gouvernement.

Nos trois organisations s'adressent solennellement au nouveau Ministre et au DGER afin que, dans une attitude responsable, et, pour mettre fin à une situation préjudiciable à tous, il accède enfin aux demandes des personnels :

- le rétablissement des **45 emplois de contractuels** supprimés ;
- le rétablissement, dans le budget 2009 des **88 emplois d'enseignants** et **64 emplois d'administratifs** indûment supprimés et qui font cruellement défaut à l'enseignement agricole public ;
- l'engagement du Ministre sur **un moratoire sur les suppressions d'emplois** au budget 2010.

**Ces trois demandes doivent permettre de continuer à assurer un enseignement de qualité qui dispose de tous les moyens d'un fonctionnement normal à la rentrée prochaine.**

24 juin 2009 - Communiqué intersyndical